

LA SECTE ÉCOLOGISTE...

A propos de la VOYNET, J.P. CHEVENEMENT aurait déclaré: «*si on la suivait, on retournerait à l'âge de pierre*».

Voilà qui est bien vu... Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin... Pourquoi, par exemple, faire semblant de considérer le «*parti*» écologiste comme un parti politique comme les autres alors que de toute évidence, il ne s'agit que d'une secte rassemblant une bande de débiles mentaux ayant la prétention de détenir la vérité (révélée ou non) et, de surcroît, manipulés par une clique de politiciens sans scrupule.

Cela étant, peut-être serait-il temps de constater que nous sommes de moins en moins les citoyens d'une nation démocratique et de plus en plus les sujets d'une sorte d'empire théocratique fondé sur la théologie de la subsidiarité qui est très exactement l'inverse du principe démocratique.

Il ne sert à rien de vouloir se rassurer en confondant le droit (provisoire?) au bavardage, avec l'ensemble des libertés démocratiques qui fondent les droits des citoyens, pas plus qu'on ne saurait confondre l'individu aspirant légitimement à toujours plus de liberté avec sa caricature que les théologiens ont baptisé «*personne humaine*», adepte de la «*servitude volontaire*» dénoncée naguère par La Boétie.

Aujourd'hui, il est devenu de bon ton de dénoncer la lutte des classes et des «*intellectuels*», les mêmes que ceux qui, il n'y a pas si longtemps se couchaient devant Staline nous chantent la vieille chanson réactionnaire de la «*participation*» et de «*l'association capital-travail*» directement inspirées de la doctrine sociale de l'église catholique dont l'appareil international est, aujourd'hui, dirigé par un pur produit du stalinisme: Jean Paul II.

Par les temps qui courent, on glose également beaucoup sur le «*paritarisme*». Peut-être, conviendrait-il de rappeler ce que le mot signifie. En France, le paritarisme est le fruit d'un compromis (imposé par l'État?) entre syndicats ouvriers et patronaux, acceptant de gérer en commun les sommes considérables collectées au titre du «*salaires différés*» pour le financement de la protection sociale. Tel est le mode de gestion de l'assurance chômage et des régimes de retraites complémentaires. Il s'oppose à celui appliqué par ordonnance étatique à la gestion tripartite de la Sécurité Sociale (teintée d'auto-gestion, les syndicats d'employés ayant accepté de faire de la figuration dans les Conseils d'Administration des caisses de la Sécurité Sociale)

Rappelons, pour mémoire, qu'avant la dernière guerre, les caisses «*d'assurances sociales*» étaient gérées par des caisses patronales ou par les caisses des travailleurs, fondées par la C.G.T. Il aura fallu l'expérience de Vichy pour imposer un mode de gestion directement inspiré de la doctrine «*corporatiste*», chère à tous les états totalitaires! De ce point de vue, le tête-à-tête représentants patronaux et représentants ouvriers, est, de toute évidence, préférable à toute forme de gestion étatique.

Alors... étatismisme ou paritarisme, tel est le véritable enjeu de la querelle à laquelle nous assistons à propos de l'assurance-chômage. Mais nous aurons probablement l'occasion d'y revenir.

Alexandre HÉBERT.

CORPORATISME ET CORPORATISTES

Dans son excellente brochure *«Le Syndicalisme dans la tourmente, 1940-45»*, Robert Bothereau (1) nous rappelle comment L.O.Frossard présente (en 1942) la *Charte du Travail* vichyste: *«La Charte du travail c'est l'intégration du syndicat dans la famille professionnelle sous le contrôle d'un État fort, qui lui impose sa doctrine et assigne tout ensemble des objets déterminés et des limites précises à son activité... La Charte du travail fait du syndicat le moyen de la corporation et subordonne la corporation à l'État»*.

Certes, si dans l'histoire du XX^{ème} siècle, le corporatisme a connu quelques variantes dans son application, la définition qu'en donne Frossard résume clairement l'essentiel: le syndicat n'est plus un mouvement indépendant qui détermine lui-même ses orientations, il est transformé en organe d'exécution des décisions de l'État. Pour ce faire, il est associé, dans les mêmes instances, aux organisations professionnelles patronales, ce bel ensemble communautaire devenant ainsi de *«vrais et propres organes et institutions d'État»* (2).

A la même période que L.O. Frossard, François Perroux (en 1943), publie une brochure intitulée *«Syndicalisme et communautés de travail»*, dans laquelle nous relevons que *«syndicalisme et corporatisme apparaissent donc comme deux mouvements d'une même pensée communautaire dans l'économie du XX^{ème} siècle»*, ou encore que *«dans l'ordre politique, le syndicat, s'il participe à la vie de l'État, s'il reçoit des pouvoirs de droit public, doit être unique. Il ne pourrait pas conclure de conventions collectives et établir de règlements valables pour tous, si plusieurs organisations représentaient en même temps une même catégorie et partageraient sur un pied d'égalité des pouvoirs de droit public»*.

François Perroux, chantre du corporatisme et du syndicat unique, l'un ne pouvant effectivement pas aller sans l'autre, théoricien et artisan de l'association capital-travail gaulliste, continue à inspirer beaucoup de monde! C'est ainsi qu'il a eu récemment les honneurs d'une revue, *«La Révolution Proletarienne»* (n°728, mars 2000), qui, sous la signature de Charles Martial, nous vante les mérites de l'enseignement de F. Perroux. Des camarades nous ont dit leur étonnement ...mais est-ce si surprenant?

Aujourd'hui, toutes les tentatives d'intégration étatique des organisations syndicales, qu'elles émanent des gouvernements ou de certaines centrales elles-mêmes, notamment la *Confédération Européenne des Syndicats* et ses affiliées, par exemple en France, la C.F.D.T. et dans la C.G.T. la fraction dirigée par Thibault, procèdent de la construction européenne actuelle, qui exige, subsidiarité oblige, la transformation, non seulement du rôle, mais de la nature même des organisations syndicales. Tous les partisans de l'*Union Européenne*, celle qui s'organise et agit à partir des traités de Maastricht et d'Amsterdam (sans oublier celui de Rome comme point de départ) savent pertinemment que la logique même du contenu politique et juridique de ces traités, conduit inexorablement à cette étatisation des syndicats.

Par conséquent, la défense de l'indépendance syndicale passe incontestablement par l'opposition résolue et active à l'État corporatiste européen, mais les chemins qui mènent au corporatisme sont divers et variés...

C'est ainsi que les militants syndicaux, au moins ceux qui, comme nous, combattent pour le maintien des libertés démocratiques, apprécieront comme il convient la proposition de Gérard Filoche dans *«Démocratie Socialiste»* (Spécial Été), mensuel de la *«Gauche Socialiste»*: Après avoir, à juste titre, condamné le présidentielisme de la Constitution de la V^{ème} République, puis préconisé une VI^{ème} République et une *«assemblée constituante»*, chargé de rédiger une nouvelle constitution, G.Filoche propose la suppression du Sénat et envisage à sa place, ni plus ni moins que l'installation d'une *«Chambre Sociale»*: *«S'il l'on devait imaginer une autre assemblée et maintenir un bicamérisme en France, alors, il existe d'autres fondations pour y parvenir... de même qu'il y a deux budgets, celui de la Nation et celui de la Sécurité Sociale, il pourrait y avoir deux chambres pour gérer chacun d'eux... à côté du pouvoir souverain du Parlement, une chambre sociale qui gérerait la part directe des budgets sociaux du pays... par élection où les syndicats se présenteraient... Il faudrait harmoniser le travail des deux chambres par des congrès réguliers et ce seraient elles qui désigneraient le président...»*.

(1) Robert Bothereau, premier secrétaire général de la C.G.T.F.O. en 1948.

(2) Encyclique *«Quadragesimo anno»*, 1931.

Gérard Filoche et ses amis de la *Gauche Socialiste* ne peuvent pas ignorer que c'est ce projet typiquement corporatiste, que la classe ouvrière a, heureusement et massivement rejeté en 1969 en votant NON au projet identique gaulliste d'un «*Sénat Économique*».

Mais il est vrai, qu'au delà d'oppositions politiques plus apparentes que réelles sur le fond, les adversaires de l'indépendance de classe de nos organisations, ceux qui n'ont jamais réellement admis l'existence possible des syndicats en dehors de l'État, ceux qui confondent «*politique de présence*» et «*participation*», ceux qui militent ouvertement pour une forme «*tripartite*» des rapports sociaux, ceux qui préparent soigneusement le financement public des syndicats et réunifications de sommet, ceux qui portent atteinte à la liberté syndicale en préparant les modifications législatives sur la «*représentativité*» et donc sur le droit de négocier, ceux qui se veulent gestionnaires du bien commun, tous ceux-là, quels que soient les habillages dont ils se parent, une fois gommées leurs querelles sur le septennat ou le quinquennat, ont en commun d'aboutir au même résultat, celui de porter atteinte à une liberté démocratique essentielle: le droit de s'organiser dans l'indépendance pour revendiquer cette liberté sans laquelle il n'est plus de démocratie possible.

Mais sommes-nous encore en démocratie, quand les institutions européennes auxquelles sont soumis tous les gouvernements sont fondées sur le principe de subsidiarité? C'est la question que, selon nous, devraient se poser tous les militants ouvriers. Étant, bien entendu, que, selon la réponse apportée, on se situe automatiquement ou dans la démission, la soumission, le partenariat consensuel, ou dans la revendication, l'action, l'indépendance, la démocratie.

Jo SALAMERO.

EN VRAC...

LE FOUTT ! LE FOUTT ! LE FOUÏT !

Le problème fondamental de la démocratie, c'est que les cons sont majoritaires partout. Il est probable que ce soit la pollution la plus répandue dans la biosphère.

Ainsi, pendant de nombreuses années, le personnage le plus populaire parmi les Français fut l'Abbé Pierre, ce vieux déchet clérical antisémite.

Miracle! Ces cons de français viennent probablement d'être touchés par la grâce: lors du dernier sondage en la matière, c'est une vedette du football, champion du monde en 1998 et champion d'Europe il y a quelques semaines, Zinédine Zidane, qui dame le pion à l'empapaouté sac-à-charbon. Vive le fottt!

TRAGEDIANTE! COMEDIANTE!

Quelques gouttes du sperme de Bill Clinton sur une robe de Monica Lewinsky ont fait plus que le nez de Cléopâtre. Entre parenthèse, elle a eu du pot l'aimable stagiaire pompeuse de nœud de la Maison Blanche: du temps de l'ivrogne Mc Carthy, on l'aurait accusée d'être un agent du KGB chargée de «*déstabiliser*» le président; tant il est vrai que le plaisir peut être agréablement déstabilisant. Campagne électorale oblige: Clinton n'en a pas fini de battre sa coulpe en public pour se faire pardonner pas ses cons de sujets étasuniens coincés du zizi. Nos «*chiennes de garde*» n'ont pas encore compris qu'en politique, il faut savoir piétiner sa fierté, sa dignité... mais elles apprendront vite. L'autre jour, il a quand même fait fort le joueur de saxo: confession publique télévisée devant plus de quatre mille pasteurs (à bas la calotte! à bas toutes les calottes!) suivie d'une absolution publique... et télévisée. Ce qu'ils doivent être chiant les programmes là-bas: mauvaise comédie de boulevard ou/et bondieuserie.

Le choix de nos frères Étasuniens est stressant, quasiment tragique. Ou bien ils oublient les frasques extraconjugales de leur cow-boy obsédé sexuel et élisent son ancien vice-président plus ou moins écolo, ou bien, ils font la courte échelle à un tueur en série. Le plus dangereux n'est peut-être pas ce dernier...

UN AGENT PEUT EN CACHER UN AUTRE

Au début des années 80, même en faisant la gueule, on se déclarait solidaire de Lech Walesa et on mani-

festait, bien qu'on soit certain qu'il était un agent du Vatican. Ce qui fut confirmé quelques années plus tard. Sur le moment, il s'agissait à l'Est de lutter contre les résidus du stalinisme. L'intérêt - si on peut dire - des régimes totalitaires c'est qu'ils conservent des archives. Du côté de Gdansk, ou de Varsovie, l'ouverture de certains dossiers sensibles vient de montrer que Lech Walesa, depuis environ 1970, était aussi un collaborateur de la police politique polonaise. Chez les cléricaux, c'est une tradition d'être agent double, au moins.

JMJ: JOURNÉES MONDIALES DE LA JOUISSANCE

Faut pas paniquer les copains devant le déferlement de propagande dans les chaînes de télé - y compris celles pour lesquelles vous payez une redevance - en faveur du grand cirque de Jeanpolski qui fait venir à Rome des centaines de milliers de jeunes, objets de manipulations mentales depuis leur naissance, pour les avoir sous la main, le vieux cochon.

Selon une sociologue interviewée par un quotidien du soir, tout ça c'est du bidon, les jeunes y viennent pour se donner du bon temps et de retour au pays y vont quand même plus à la messe.

Le grand raout de Rome, ça serait surtout un grand foutoir. Dieu-Jicé et son pape ont tout prévu: sans pilule et sans préservatif, ça va faire plein de fœtus porteurs du sida. Le pied pour ces sado-masos!

La pipe au papa du pape Jeanpolski pue toujours.

CES GENS SONT-ILS DES PERSONNES?

Les bons cathos racistes lorrains ne veulent pas d'un rassemblement de tziganes protestants au fond de leurs jardins. Ces «*gens du voyage*», comme on dit en franchouillard ultramoderne, étant des voleurs de poules et peut-être d'enfants, on les envoie exercer leurs talents chez les copains d'ailleurs.

Du temps que j'étais gamin, il y a plus d'un demi-siècle, les «*gens du voyage*», c'étaient les forains des fêtes-à-Neuneu et les «*enfants de la balle*», c'est-à-dire les gens du cirque; quant aux tziganes, gitans, roms, romanichels (vous savez: les voleurs de poules et d'enfants qui se trimballaient dans des verdines tirées par des chevaux efflanqués), c'étaient tout bêtement des nomades.

Et puis est tombée la chape de plomb stalino-macarthiste du causer politiquement correct servie par ses grandes prêtres et grandes prêtresses. On nous presse, d'abord poliment, pour commencer, d'utiliser un vocabulaire standard hygiénique, pasteurisé, incolore, inodore et insipide, sans couilles et sans ovaires. «*Nomades*», c'est «*péjoratif*», alors on peint les nomades en «*gens du voyage*».

Les cons qui sont à l'origine de ces niaiseries appartiennent à cette culture imbécile selon laquelle «*au commencement était le Verbe*». Ils croient qu'ils peuvent changer les choses en changeant les mots. Des révolutionnaires en papier-cul! En bordure de la route nationale 89, à l'entrée Est d'Eymoutiers, se trouve un terrain vague. Il y a un demi-siècle vous pouviez y voir un écriteau portant: «*stationnement interdit aux nomades*». Aujourd'hui, un écriteau semblable vous propose tout aussi abruptement: «*stationnement interdit aux gens du voyage*»! CQFD.

QUAND LE «CHE» S'ÉCLATE

Libé est certainement le quotidien le plus politiquement pourri de la presse française, mais il offre parfois des lectures roboratives.

Ainsi, le samedi 2 septembre un entretien avec un Jean-Pierre Chevènement percutant. Un coup sur les Khmers Vers qui «*doivent cesser de vouloir imposer leurs dogmes au nom des peurs qu'ils cultivent méthodiquement dans l'opinion*». Et plus loin: «*Dominique Voynet - Mahatma Gandhi, même combat*». Même si ce n'est pas cela qui va nous faire adhérer au MDC, on ne refuse pas de se régaler d'une bonne ration de petit lait.

Un coup sur les «*nationalistes ethnicistes*» corses: «*Le FLNC, c'est Le Pen plus le pain de plastic et le révolver*». Bof, le «*Che*» aurait pu être plus réaliste en remplaçant révolver par kalach et ethniciste par raciste; mais on ne va quand même pas regretter que le nazillon Talamoni en prenne plein la gueule.

Marc PRÉVÔTEL.

SUS AUX RATICHONS !

Il y a belle lurette que j'ai foutu la puce à l'oreille des bons bougres au sujet des ratichons. Que de fois j'ai rengainé: *«on ne parlotte pas avec la vermine noire! on l'écrabouille comme une merde s'il y a mèche... S'il n'y a pas plan, on réchaude sa haine en attendant l'occase...»*.

En effet, nom de Dieu, y a pas à discutaitter avec eux: c'est des ennemis - faut les traiter comme tels. Par-dienne, si vous demandez leur avis à ces cochons-là, ils vous répondront que c'est mal d'être sanguinaires. Que pour ce qui est d'eux-mêmes, ils ne cherchent que la vérité - si vous l'avez dans votre poche, c'est pas chouette de la garder pour vous.

Oh, pour le boniment, à eux le pompon ! Malheur à qui les écoute, même en se foutant de leur fiole. Avec leurs langues dorées, ils savent emberlificoter leurs menteries de telle sorte que, sans vous en douter, un peu de cette peste vous reste dans un recoin de l'oreille. Gare à vous, ça peut devenir un nid de pourriture!

Donc, faut faire le vide autour d'eux. C'est ce que fait le populo: il les fuit pire que le choléra. Les frocards sentent bien que c'est là leur perte: comment continuer à abrutir les prolos, si les prolos se bouchent les oreilles?

Oh mais, les charognes n'ont pas qu'une crapulerie dans leur sac à malices! Ils savent changer de peau suivant les saisons. Les vieux trucs des jésuites sont usés? Quèque ça fout!... les jésuites restent et se font une gueule de circonstance.

Pour l'instant, c'est des trombines de socialos qu'ils se sont fabriquées: oh, leur socialisme chrétien n'a pas poussé en une seule nuit, kif-kif une vesse-de-loup. Il a mijoté quinze ans dans l'œuf, s'infiltrant doucement, partout où il y avait mèche. On rigolait des empapaoutés des cercles catholiques, ne se figurant pas que ça ferait des petits...

Mais voilà, les ratichons ont pour eux le temps et la patience: c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent. En outre, ce qui les sert bougrement dans leurs crapuleries, c'est le pognon qu'ils ont en quantité.

Primo, ils ont la galette qu'ils nous roustissent de cinquante façons - ou bien que le gouvernement leur fout par la gueule.

Deuxiêmo, ils ont les belles pépêtes que carment les richards et les patrons: c'est de l'argent bien placé que celui que ces jean-foutre aboulent pour abrutir le populo! Comment si bien munitionnés les ratichons n'arriveraient-ils pas à leurs fins?

Aussi, depuis un bout de temps, que reluque-t-on d'un coin de la France à l'autre? Des sacs à charbon qui s'en viennent pistonner les ouvriers, ayant plein la bouche du mot socialisme. Ce qu'ils prêchent, turellement, c'est la résignation et la soumission aux patrons. Par exemple, ils ne jacassent guère sur la religion - mais ils se rattrapent sur les syndicats mixtes, les sociétés de Notre-Dame de l'Usine ousqu'on vend à meilleur compte que chez les débitants - et quelques autres fariboles aussi efficaces pour résoudre la question sociale qu'un lavement foutu à la Tour Eiffel.

Est-ce à dire que la Sociale est dans le siau, rongée par la vermine noire? Que nenni!

Quelques sociaos à la manque du calibre de Lafargue peuvent faire le jeu des cléricochons en étant toujours à leurs trousses dans les réunions.

Pour ce qui est du populo, y a rien de fait, nom de dieu!

Les bons bougres restent avec leur haine, et ils sont tout prêts à la passer sur les fesses des curés. A preuve ce qui est arrivé mardi soir à Paris, dans l'église Merri, rue Saint Martin, où un ratichon débagoulinait contre la Révolution et la Socialisme. Déjà, l'autre mardi, ça avait pas trop mal commencé: y avait eu un petit tamponnage sérieux, et grâce à une flopée de bons bougres, le prédicateur avait dû fermer son égout. Ce coup-ci, ça été bougrement plus hurf, nom de dieu.

A peine le cléricochon était dans son égrugeoir que de tous les coins de l'église des bons bougres lui

coupent la chique... en attendant de lui couper autre chose! Dame, le sac à charbon la trouve mauvaise: raison de plus pour que ça continue, sacré pétard! C'est à peine si on lui laisse rabâcher quelques paroles: «Ah, nom de dieu, que fait un gars, assez de mômeries!»; «Oh, oui, assez! assez!» qu'on gueulait de tous les côtés.

Pour faire cesser le potin, voilà que les frocards font manœuvrer l'orgue, comptant sur la musique, parce qu'elle adoucit les mœurs. Autant aurait valu qu'ils pissent dans un violon. Illico, tous les bons bougres d'entonner *la Carmagnole* et de pousser à pleins poumons des «Vive la Commune! Vive la Révolution! Vive la sociale!» qui étaient fadés aux pommes.

Turellement, les petits crevés des cercles catholiques étaient venus en foultitude. Ils veulent faire de leurs épates et sautent sur les bons bougres, cannes levées. Ah ouat, les morveux ne s'étaient pas regardés! Ils avaient à faire à des gars à poil et qui ne sont bougrement pas manchots: les chaises volent que c'est un vrai beurre!

Finalement, les petits morveux battent en retraite: ils voulaient protéger l'égrugeoir, mais, d'une poussée faramineuse les bons bougres les ont culbutés comme une merde.

Nom de dieu, voilà qui fera bougrement plus contre le socialisme chrétien que toutes les balivernes qu'on peut lui opposer: on ne discute pas avec les ratichons, on cogne!

Émile POUGET

Le père Peinard - 27.03.1892

Éditions Galilée, Paris 1976, pp.215-218)

QUAND LA GAUCHE PLURIELLE INVENTE LA RÉPUBLIQUE PLURIELLE

La remise en cause de la République par les tenants de l'Europe des Régions n'est pas chose nouvelle, et nous avons eu maintes fois l'occasion de le dénoncer dans ces colonnes.

Ce projet a pris différentes formes. Ce fut tout d'abord la décentralisation qui, sous couvert de promouvoir la démocratie locale a contribué, plus prosaïquement au développement de potentats locaux. Dès cette époque les médias et les politiciens, tant de gauche que de droite, n'avaient de cesse de marteler cette antienne: «*Il y a bien trop de communes en France et le département est une structure dépassée*».

L'INTERCOMMUNALITÉ CONTRE LA COMMUNE

Les lois Voynet-Chevènement sur l'Intercommunalité ont par la suite mis la partition en musique. De plus en plus, les communes se trouvent dépossédées de leurs prérogatives dans des domaines aussi importants que l'économie ou l'habitat au profit des communautés d'agglomération. Et pourtant, s'il reste un lieu où le citoyen peut encore espérer peser sur ses élus, dans de très étroites limites il est vrai, c'est bien la commune. A tel point que les anarchistes ont toujours prôné une libre fédération de communes gérées directement par les citoyens. Ce que d'aucuns considèrent comme une utopie a même vu le jour pendant la révolution espagnole avant d'être noyée dans le sang par les séides de Staline.

L'EUROPE DES RÉGIONS CONTRE LA RÉPUBLIQUE

La commune est le fruit de la Grande Révolution, sa disparition n'est qu'une étape, la République elle-même doit pour certains se dissoudre au sein du «*Saint-Empire Romain Germanique*». Ceux qui s'efforcent de nous vendre un empire européen composé d'une mosaïque de régions plus ou moins autonome selon le modèle de l'Ancien Régime n'hésitent pas, le plus sérieusement du monde, à s'autoproclamer modernistes et à taxer toute velléité républicaine de réflexe passéiste.

Au-delà des professions de foi de modernité, il s'agit surtout de remettre en cause l'ensemble des droits des travailleurs. La République est le cadre juridique des conventions collectives et du statut de la Fonction Publique, si ce cadre est détruit, les droits afférents le seront également.

La charte européenne des langues régionales s'inscrit tout à fait dans cette optique, il ne s'agit nullement de promouvoir une soit disant culture minoritaire mais de remettre en cause rien moins que l'Édit de Villers-Cotterêts promulgué en 1539 par François 1^{er} et qui stipule que le français est la langue des textes officiels.

Il en est de même pour le statut particulier de la Corse. Passons sur le fait qu'un Premier Ministre de la République cède à la pression d'activistes armées (dont la dernière victime n'est autre que Chevènement), ne parlons pas de principes et d'honneur à des personnages dont l'unique préoccupation est de conserver ou de conquérir le pouvoir. Accorder un pouvoir législatif à l'assemblée insulaire revient de facto à faire sortir la Corse du cadre de la République contre l'avis des quatre cinquième de la population corse. Rendre l'enseignement de la langue corse obligatoire c'est reconnaître que cette Europe des régions que l'on souhaite bâtir se fera sur des bases ethniques. En viendra-t-on à promouvoir les charmantes coutumes du «*peuple corse*», les splendides nuits bleues, l'omerla si pittoresque ou le spectaculaire lynchage des dealers de préférence arabes?

Soyons en persuadés, le processus ne s'arrêtera pas là, n'en déplaise à Mélenchon qui préfère «*perdre la Corse que la République*». A l'heure où les écoles Diwan (dont l'une est baptisée du nom d'un collaborateur nazi !) revendiquent leur intégration dans le système publique et où l'ETA assassine à tout va, le statut de la Corse risque de faire des jaloux. Sans doute pas pour très longtemps d'ailleurs puisque Pierre Joxe a annoncé qu'il était favorable à la création d'un département basque, d'une région Savoie et d'une fusion des deux départements alsaciens.

UNE NOSTALGIE AUX RELENTS PETAINISTES

Devant tant d'hypocrisie, il est temps de jeter les masques. Que nos «*régionalistes*» cessent de se draper dans les plis du drapeau rouge (devenu rose pâle) du socialisme et de se référer à la devise républicaine *Liberté, Egalité, Fraternité*, le drapeau blanc à fleur de lys (mais il est vrai que le drapeau marial aux douze étoiles sur fond bleu ciel est très seyant lui aussi) et «*Travail, Famille, Patrie*», leur conviendraient bien mieux.

Car, enfin, il faut être cohérent et assumer ses maîtres à penser, aussi encombrants soient-ils. La nostalgie du terroir, la terre qui, paraît-il, ne ment pas, le culturalisme régional, sont les valeurs traditionnelles de l'extrême droite dont les chantres avaient pour noms Mauras, Barrés ou Pétain.

Certains ne manqueront pas de nous traiter «*d'anarcho-jacobins*». Soyons sérieux, s'il est vrai que les anarchistes n'ont jamais considéré la République bourgeoise comme un aboutissement, ce n'est certainement pas pour revenir au féodalisme. Nos camarades de la *Libre Pensée* ont lancé le combat contre la *Charte des langues régionales* et toutes les mesures visant les conquêtes républicaines, il est temps que tous ceux qui se réclament de l'humanisme, de la République, de la démocratie, du socialisme et de l'anarchie se rallient à cette lutte contre les fossoyeurs de la République.

Christophe BITAUD.

RAVALEMENT DE FAÇADE

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et la déclaration internationale de ces mêmes droits de 1948 dans leurs articles premiers énoncent solennellement cette devise trilogique républicaine gravée sur les frontons de nos édifices publics et sur nos mairies: «*LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ*».

Or, qu'en est-il aujourd'hui de cette belle devise républicaine? Sommes-nous toujours libres, égaux et fraternels?

Est-ce être libre que de ne pas pouvoir disposer de ses propres jugements et règlements sans subir un contrôle supranational qui interfère ou qui dicte sa propre loi au nom d'une pseudo harmonisation du bien universel.

Est-ce la liberté que de restreindre le droit de grève, de condamner des syndicalistes et de les emprisonner parce qu'ils ont le culot de défendre leurs convictions syndicales?

Est-ce être l'égal de l'autre, qui lui se plie à la règle édictée et qui rentre dans le moule au nom de la nouvelle modernité, alors que vous, qui défendez vos acquis, vos statuts, vos règlements, vos conventions, (qui ont été reconnus après de longues négociations et souvent après de dures luttes) êtes traités par le mépris, déclassés, remisés au rang des ringards et des archéos, interdits d'avancement et de considération?

Est-ce traiter les salariés à égalité que de les considérer comme une «*ressource humaine*» plus ou moins malléable suivant qu'ils sont flexibles ou pas?

Est-ce être fraternel que de vouloir à tout prix passer devant l'autre en usant de procédés qui ne donnent pas une belle image de vous-même? Le matin, devant votre glace, êtes-vous sûr de pouvoir vous dire: «*et bien, mon vieux, même si je ne suis pas terrible devant ce miroir, l'intérieur est propre si la façade laisse à désirer*». Est-on réellement sûr de répondre positivement à cet examen après avoir subi toutes les pressions hiérarchiques pour le bien commun du service? Le harcèlement moral qui s'installe pernicieusement à tous les niveaux a-t-il des origines fraternelles?

Au train où vont les choses, il faudrait suggérer à nos bâtisseurs d'avenir de faire un examen de l'état des lieux. Opération délicate car, pour la plupart d'entre eux, ils sont déjà personnellement examinés. Mais tout de même, pour ceux qui restent et qui ne sont pas encore en examen, ne pourraient-ils pas faire restaurer ces façades de nos édifices publics et d'y refaire graver sur ces anciens frontons cette nouvelle trilogie universelle: «*SUBSIDIARITÉ, ÉQUITÉ, FRATRICITÉ*».

Modernistes éclairés, ravalez vos façades, elles commencent à dater!

Jean LE CADRE.

A PROPOS D'UN CLÉRICHON ARNAQUEUR...

José Bové, vous connaissez. C'est une star des médias, un support de la pensée unique des journalistes lèche-culs. Vous ne partagerez peut-être pas mon opinion, mais quand un événement politique est à ce point porté par les vagues médiatiques, j'ai tendance à me dire que ça sert les intérêts du pouvoir. Toi, au fond de la salle, arrête de gueuler «*Parano!*» et écoute un peu.

Il a publié un premier bouquin le José, au titre accroche-cœur: «*La révolte d'un paysan*», édité dans une sacristie qui s'affirme anticléricale (ils doutent de rien dans la curaille) où il s'entretient notamment avec un théologien. Du beau linge blanchi à l'eau bénite.

Dans ce bouquin, il se prétend anarcho-syndicaliste, pas moins, et n'en tient pas moins les propos suivants:

«Avec les paysans sans terre du Brésil, je me sens proche de la théologie de la libération. La manière de vivre leur foi est extraordinaire. Et même si je ne m'inscris pas dans le Credo de la communauté chrétienne, j'adhère à l'Évangile comme grille de lecture et d'engagement dans le monde. C'est une référence qui me paraît fondamentale car elle apporte l'espoir à une situation sans issue. Et le fait de vivre, au quotidien, avec quelqu'un qui est chrétien, ma femme Alice en l'occurrence, est très stimulant au niveau de la réflexion, de l'évolution de ma pensée sur le devenir de l'homme, de l'humanité.

J'en suis là, je fais une lecture du christianisme à travers ma femme qui, lorsqu'elle était étudiante à Sciences-Po, militait dans l'aumônerie catholique et à la jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Mais je n'y

adhère pas personnellement. Ce n'est pas un refus de principe, c'est ainsi. Je crois que c'est aussi lié à ma culture personnelle et à ma propre histoire: l'homme peut être libre et à travers sa liberté, il peut transformer le monde. Quant à la question de Dieu, je cherche toujours».

Ce texte est clair pour ceux qui n'ont pas de merde aux yeux. Philosophiquement, Monsieur Bové est peut-être agnostique, quoique à la limite du déisme, politiquement c'est un clérical, un de la pire espèce. De ceux qui veulent paraître sympathiques pour mieux vous approcher et vous tordre le cou. Une taupe. Un cheval de Troie.

Les gens de cet acabit les anarcho-syndicalistes du siècle dernier savaient leur faire leur fête. Nous ne pouvons résister au plaisir de vous rappeler ce qu'en pensait notamment Émile Pouget qui, il y a un peu plus de cent ans, avait déjà tout compris de la stratégie de reconquête de l'Église. Sus au raticchon José Bové et à son anarchisme chrétin!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
